

# Une agriculture compétitive et de qualité

## Avancer ensemble

---

Notre agriculture apporte une contribution importante à notre économie. Elle est chère à la fois à la population et au PLR. Les Libéraux-Radicaux. L'objectif du PLR est donc de renforcer le potentiel économique, la durabilité de la production agricole et la compétitivité de notre filière agroalimentaire. La pérennité du secteur agricole ne doit pas reposer uniquement sur les paiements directs. Ceux-ci ne devraient couvrir que les prestations qui servent les intérêts communs de la société et doivent contribuer à la conservation de la biodiversité. L'avenir de l'agriculture réside plutôt dans une production de qualité, dans un environnement libéralisé et concurrentiel. Cela permet également aux agriculteurs de gagner leur vie, principalement en vendant leurs produits sur le marché. L'isolement du marché agroalimentaire suisse ne serait profitable ni au secteur à proprement parlé, ni aux consommateurs, ni à l'économie suisse en général. Une réelle demande existe pour les produits suisses de qualité et à forte valeur ajoutée. Les paysans suisses ne doivent pas craindre la concurrence, mais au contraire s'orienter vers le marché et être fiers de leurs produits. Le PLR les soutient dans cette démarche par la réduction de la bureaucratie, par la garantie d'une plus grande marge de manœuvre entrepreneuriale, par la perspective de l'ouverture de nouveaux marchés, ainsi que par un soutien financier pour faire face aux changements structurels.

### 1. Défis externes

- › Le changement climatique, qui menace nos ressources naturelles.
- › Le déclin de la biodiversité, qui menace l'écosystème dans son ensemble.
- › Les abus de protectionnisme qui interviennent sur le marché et affaiblissent la branche.
- › La préparation aux défis de l'ouverture des marchés, par exemple par la conclusion éventuelle d'un accord de libre-échange entre l'UE et les Etats-Unis.
- › Le tourisme d'achat qui doit être contrecarré par le renforcement de la compétitivité des produits suisses.

### 2. Liberté, cohésion et innovation

**Liberté** : en Suisse, la transformation des aliments se fait à proximité des sites de production. Cette décentralisation est un avantage et permet de demeurer compétitifs au niveau international. Ces conditions-cadres assurent également la pérennité des emplois dans les zones rurales et respectent l'environnement. En outre, l'amélioration structurelle de la production conduit à une plus grande viabilité des exploitations. Une meilleure gestion des coûts accroît également leur compétitivité. La population veut des produits locaux, qui contribuent non seulement à la sécurité alimentaire, mais qui préservent aussi l'environnement. La production alimentaire suisse doit être autant que possible respectueuse des ressources, en préservant aussi bien la nature que le bien-être animal. Un degré élevé d'autosuffisance alimentaire signifie qu'un pays est libre d'orienter sa politique agricole vers une production intérieure durable.

**Cohésion** : l'agriculture est un secteur important de l'économie et remplit diverses tâches au sein de la société. Ses prestations sont indispensables pour une société moderne. Une alimentation saine, un environnement bien entretenu et la viabilité des régions périphériques créent ensemble les conditions de base du fonctionnement de notre société. La préservation de nos moyens de subsistance est une priorité. C'est pourquoi, les paiements directs doivent être davantage orientés vers la promotion de la biodiversité et la protection des ressources naturelles. Cela signifie également que les pesticides doivent être réduits autant que possible ou interdits s'ils sont particulièrement nocifs. Les terres cultivables étant, dans notre pays, limitées, la production agricole doit être davantage axée sur la qualité que sur la quantité. Un paysage cultivé, bien entretenu, est aussi un fleuron pour le tourisme.

**Innovation** : l'innovation est un important facteur de succès. L'agriculture se trouve aujourd'hui à un tournant. La durabilité du secteur agricole suisse repose sur l'adaptation de la production aux besoins du marché et sur la capacité concurrentielle de ce secteur. Il convient de faciliter et d'encourager l'innovation à tous les échelons et d'élargir la marge de manœuvre entrepreneuriale des acteurs de la filière agroalimentaire. C'est pourquoi, notre agriculture doit constamment se renouveler afin de fournir des produits qui correspondent aux besoins des consommateurs. Une production de qualité valorisée doit être le but à poursuivre. En matière de génie génétique dans l'agriculture, le PLR s'oppose à toute interdiction qu'elle soit technologique ou liée à la recherche.

**Haute qualité** : la Suisse dispose de produits de haute qualité, capables de faire face à la concurrence internationale. La libéralisation du marché du fromage suisse, il y a quelques années, l'a clairement démontré. Les produits suisses connaissent un franc succès et ont encore du potentiel. Une ouverture progressive des marchés pour les produits à forte valeur ajoutée doit contribuer à renforcer la compétitivité du secteur agricole. Notamment en actionnant la clause évolutive des accords bilatéraux. Pour ce faire, des mesures d'accompagnement financières liées à l'ouverture des marchés, limitées dans le temps, sont nécessaires afin d'amortir les impacts des changements et d'assurer une meilleure productivité pour les secteurs directement concernés.

**Orientation marché** : la mise en valeur de l'origine, de la proximité, de la qualité sanitaire des produits issus de productions respectueuses de l'environnement sont des éléments essentiels de notre agriculture et doivent être encouragés. Une promotion adéquate sur le marché est nécessaire pour permettre cette réussite. Le secteur agricole suisse n'est pas un îlot coupé du monde. Il doit rester compétitif face aux marchés frontaliers qui nous entourent afin de freiner le tourisme commercial, qui contribue grandement à la perte d'emplois et de parts de marché.

### 3. Nos exigences

- › Moins de bureaucratie en faveur d'une agriculture compétitive.
- › Le maintien de secteurs de transformation en Suisse proche des lieux de production.
- › Une production alimentaire durable et conforme à la demande.
- › Les risques liés à l'utilisation des engrais et des pesticides doivent être réduits par la technologie, l'innovation et la formation.
- › Les pesticides particulièrement nocifs, selon les connaissances scientifiques actuelles, doivent être interdits.
- › Des produits bénéficiant d'une appellation d'origine ou d'un label de qualité bien visible afin de rendre les produits suisses plus attrayants.
- › Le gaspillage des terres cultivées doit être évité et la qualité du sol, de l'air et de l'eau améliorée. Pour atteindre ces objectifs, il faut obligatoirement mettre en œuvre le plan d'action pour la protection des plantes, la stratégie de la biodiversité et celle liée à la réduction de la résistance aux antibiotiques.
- › Toutes les subventions qui ont un impact négatif sur le climat et l'environnement doivent être réduites ou complètement supprimées. En outre, les paiements directs doivent être de plus en plus liés à des objectifs spécifiques, tels que la promotion de la biodiversité et la protection des ressources naturelles.

- › Une ouverture progressive du marché, soutenue par des mesures financières transitoires visant à accroître la compétitivité.
- › La politique agricole ne doit pas bloquer les futurs accords de libre-échange tant qu'ils ne désavantagent pas la production agricole nationale. Parallèlement, les produits sensibles doivent être exclus des négociations dans la mesure du possible et les conditions-cadres suisses doivent être prises en compte.

#### **4. Succès du PLR. Les Libéraux-Radicaux**

- › Rapport du Conseil fédéral sur les simplifications administratives en agriculture suite au postulat 14.4046 de Karin Keller-Sutter et adoption de la motion Walter Müller « Politique agricole. Réduire sensiblement les dépenses administratives. ».
- › Rejet des initiatives populaires « Pour des denrées alimentaires saines et produites dans des conditions équitables et écologiques » et sur la souveraineté alimentaire.
- › Adoption de la contre-proposition à l'initiative populaire sur la sécurité alimentaire.
- › Maintien du budget agricole au niveau actuel.